

CONVENTION DE LA BAIE JAMES ET DU NORD QUÉBÉCOIS

JAMES BAY AND NORTHERN QUÉBEC AGREEMENT

**SAN SILVERSTONE
AUGUST - NOVEMBER**

CONVENTION COMPLÉMENTAIRE N° 2

* * *

COMPLEMENTARY AGREEMENT NO 2

CONVENTION DE LA BAIE JAMES ET DU NORD QUÉBÉCOIS

JAMES BAY AND NORTHERN QUÉBEC AGREEMENT

TABLE DES MATIÈRES

INDEX

	<u>Page</u>
Texte français de la Convention	3
.	
English text of the Agreement	8
.	
Signataires / signatories	12

CONVENTION COMPLÉMENTAIRE N^o 2

COMPLEMENTARY AGREEMENT NO 2

CONVENTION DE LA BAIE JAMES ET DU NORD QUÉBÉCOIS

TEXTE FRANÇAIS DE LA CONVENTION

CONVENTION COMPLÉMENTAIRE N° 2

Le GRAND COUNCIL OF THE CREES (OF QUÉBEC), corporation dûment constituée, agissant en son nom, au nom des Cris de la Baie James et au nom des bandes cries de Fort George, Old Factory, Eastmain, Rupert House, Waswanipi, Mistassini, Nemaska et Great Whale River, et représenté par les fondés de pouvoir soussignés,

et

La NORTHERN QUÉBEC INUIT ASSOCIATION, corporation dûment constituée, agissant en son nom, au nom des Inuit du Québec et des Inuit de Port Burwell, et représentée par les fondés de pouvoir soussignés,

et

Le GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, (ci-après désigné sous le nom de "Québec"), représenté par le ministre des Affaires inter-gouvernementales, l'Honorable Claude Morin, et par le ministre des Richesses naturelles, l'Honorable Yves Bérubé, agissant aux présentes au nom du Québec,

et

La SOCIÉTÉ D'ÉNERGIE DE LA BAIE JAMES, corporation dûment constituée dont le siège social est à Montréal, Québec, représentée par Robert A. Boyd, Président, agissant aux présentes, au nom de ladite corporation,

et

La SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE LA BAIE JAMES, corporation dûment constituée dont le siège social est à Montréal, Québec, représentée par Charles Boulva, Président, agissant aux présentes, au nom de ladite corporation,

et

La COMMISSION HYDROÉLECTRIQUE DE QUÉBEC (HYDRO-QUÉBEC), corporation dûment constituée dont le siège social est à Montréal, Québec, représentée par Robert A. Boyd, Président, agissant aux présentes au nom de ladite corporation,

et

Le GOUVERNEMENT DU CANADA, (ci-après désigné sous le nom de "Canada"), représenté aux présentes par le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, l'Honorable J. Hugh Faulkner, agissant aux présentes au nom du Canada.

ATTENDU QUE les parties aux présentes ont convenu par entente le 22 septembre 1977, d'exécuter une convention complémentaire pour amender la Convention de la Baie James et du Nord québécois (ci-après appelée "la Convention");

ATTENDU QUE la Convention est entrée en vigueur le 31 octobre 1977.

En conséquence, les parties conviennent des dispositions suivantes:

1. Le premier paragraphe de l'article 2.3 du chapitre 2 de la Convention est amendé en y remplaçant les mots "et du Canada" à la 6^e ligne par les mots "et du Québec" et ledit article se lira alors comme suit:

2.3 En considération des droits et avantages énoncés aux présentes en faveur des Inuit de Port Burwell qui résident habituellement dans l'île Killiniq, les Inuit de Port Burwell cèdent, renoncent, abandonnent et transportent, par les présentes, tous leurs revendications, droits, titres et intérêts autochtones, quels qu'ils soient, aux terres et dans les terres du Territoire et du Québec, et le Québec et le Canada acceptent cette cession.

Par les présentes et dans la mesure de leurs obligations respectives y énoncées, le Québec et le Canada, la Société d'énergie de la Baie James, la Société de développement de la Baie James et la Commission hydroélectrique de Québec (Hydro-Québec) donnent, accordent, reconnaissent et fournissent aux Inuit de Port Burwell les droits, privilèges et avantages mentionnés aux présentes, le tout en considération des abandon, cession, renonciation et transport mentionnés au présent article.

Aux fins de la Convention, une personne d'ascendance inuit née ou à naître dans la partie de l'île Killiniq située dans les Territoires du Nord-Ouest est réputée native du Québec, ou, si cette personne réside habituellement à Port Burwell, elle est réputée résident habituellement au Québec.

Les dispositions de la Convention énoncées aux chapitres 3 (Admissibilité), 6 (Sélection des terres - Inuit), 7 (Régime des terres - Inuit), 23 (Environnement et développement futur - Nord du 55^e parallèle), 24 (Chasse, pêche et trappage), 25 (Indemnisation et imposition) et 27 (Entités légales - Inuit) s'appliquent aux Inuit de Port Burwell; aux fins de ces chapitres, la communauté inuit de Port Burwell est considérée comme une "communauté inuit". Nonobstant ce qui précède, les Inuit de Port Burwell sont exclus de l'alinéa 3.2.4 aux fins du calcul de la répartition des indemnités prévues à l'alinéa 25.4.1.

Le Canada ou le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, selon le cas, continue d'être responsable de fournir des programmes et des services aux Inuit qui résident habituellement à Port Burwell, conformément aux critères qui peuvent être établis de temps à autre.

2. L'article 2.6 du chapitre 2 de la Convention est amendé en y retranchant les mots "et les revendications, droits, titres et intérêts autochtones, quels qu'ils soient au Canada, des Inuit de Port Burwell", et ledit article 2.6 se lira comme suit:

2.6 La législation fédérale approuvant la Convention, la mettant en vigueur et la déclarant valide doit éteindre tous les revendications, droits, titres et intérêts autochtones, quels qu'ils soient, de tous les Indiens et de tous les Inuit aux terres et dans les terres du Territoire.

3. Le premier paragraphe de l'alinéa 25.1.16 du chapitre 25 de la Convention est remplacé par ce qui suit:

Les Inuit du Québec reçoivent du Canada, pour les Inuit de Killiniq (Port Burwell), un montant supplémentaire de quarante-quatre pour cent (44%) du montant calculé en multipliant cent cinquante millions de dollars (\$150,000,000) par la fraction obtenue en divisant quatre-vingt-cinq (85) par le nombre total de personnes admissibles en vertu du sous-alinéa a) de l'alinéa 3.2.1 et de l'alinéa 3.2.4.

4. Les présents amendements prennent effet rétroactivement à compter du 11 novembre 1975.
5. La présente Convention complémentaire n^o 2 entre en vigueur lorsque seront tous deux en vigueur le décret et la proclamation prévus aux lois du Canada (S.C. 1976-77, c. 32) et du Québec (L.Q. 1976, c. 46) approuvant, mettant en vigueur et déclarant valide la Convention.

JAMES BAY AND NORTHERN QUÉBEC AGREEMENT

ENGLISH TEXT OF THE AGREEMENT

COMPLEMENTARY AGREEMENT NO 2

The GRAND COUNCIL OF THE CREES (OF QUÉBEC), a corporation duly incorporated, acting on its own behalf, on behalf of the James Bay Crees and on behalf of the Cree Bands of Port George, Old Factory, Eastmain, Rupert House, Waswanipi, Mistassini, Nemaska and Great Whale River, and represented by its undersigned authorized representatives,

and

The NORTHERN QUÉBEC INUIT ASSOCIATION, a corporation duly incorporated, acting on its own behalf, on behalf of the Inuit of Québec and the Inuit of Port Burwell, and represented by its undersigned authorized representatives,

and

Le GOUVERNEMENT DU QUÉBEC (hereinafter referred to as "Québec"), represented by the ministre des Affaires intergouvernementales, the Honourable Claude Morin, and by the ministre des Richesses naturelles, the Honourable Yves Bérubé, acting on behalf of Québec,

and

La SOCIÉTÉ D'ÉNERGIE DE LA BAIE JAMES, a corporation duly incorporated with its head office in Montréal, Québec, represented by Robert A. Boyd, President, acting on behalf of the said corporation,

and

La SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE LA BAIE JAMES, a corporation duly incorporated with its head office in Montréal, Québec, represented by Charles Boulva, President, acting on behalf of the said corporation,

and

La COMMISSION HYDROÉLECTRIQUE DE QUÉBEC (HYDRO-QUÉBEC), a corporation duly incorporated with its head office in Montréal, Québec, represented by Robert A. Boyd, President, acting on behalf of the said corporation,

and

The GOVERNMENT OF CANADA, (hereinafter referred to as "Canada"), represented by the Minister of Indian Affairs and Northern Development, the Honourable J. Hugh Faulkner, acting on behalf of Canada,

WHEREAS by agreement dated September 22, 1977 the parties hereto agreed to execute a supplementary agreement amending the James Bay and Northern Québec Agreement (hereinafter called the "Agreement");

AND WHEREAS the Agreement came into force on October 31, 1977.

Now, therefore, the parties hereto agree as follows:

1. The first paragraph of Sub-Section 2.3 of the Agreement is amended by replacing the words "and in Canada" in the 6th line thereof by the words "and in Québec" so that the said Sub-Section 2.3 shall read as follows:

2.3 In consideration of the rights and benefits herein set forth in favour of the Inuit of Port Burwell who are ordinarily resident of Killinek Island, the Inuit of Port Burwell hereby cede, release, surrender and convey all their Native claims, rights, titles and interests, whatever they may be, in and to land in the Territory and in Québec, and Québec and Canada accept such surrender.

Québec and Canada, the James Bay Energy Corporation, the James Bay Development Corporation and the Québec Hydro-Electric Commission (Hydro-Québec) to the extent of their respective obligations as set forth herein, hereby give, grant, recognize and provide to the Inuit of Port Burwell the rights, privileges and benefits specified herein, the whole in consideration of the said cession, release, surrender and conveyance mentioned in this paragraph.

For purposes of the Agreement a person of Inuit ancestry who was or will be born on that part of Killinek Island within the Northwest Territories shall be deemed to have been born or to be born in Québec, or if such person is ordinarily resident in Port Burwell he shall be deemed to be ordinarily resident in Québec.

The provisions of the Agreement as set forth in Section 3 (Eligibility), Section 6 (Land Selection - Inuit of Québec), Section 7 (Land Regime Applicable to the Inuit), Section 23 (Environment and Future Development - North of the 55th Parallel), Section 24 (Hunting, Fishing and Trapping), Section 25 (Compensation and Taxation) and Section 27 (Inuit Legal Entities) shall apply to the Inuit of Port Burwell and for the purposes of such Sections the Inuit community

of Port Burwell shall be deemed to be an "Inuit community". Notwithstanding the foregoing the Inuit of Port Burwell shall not be included in paragraph 3.2.4 for the purpose of calculating the division of compensation as provided in paragraph 25.4.1.

Canada or the Government of the Northwest Territories, as the case may be, will continue to be responsible for providing programs and services to the Inuit who are ordinarily resident in Port Burwell in accordance with criteria that may be established from time to time.

2. Sub-Section 2.6 of Section 2 of the Agreement is amended by deleting therefrom the words "and the native claims, rights, title and interest of the Inuit of Port Burwell in Canada" so that the said Sub-Section 2.6 shall read as follows:

2.6 The federal legislation approving, giving effect to and declaring valid the Agreement shall extinguish all native claims, rights, title and interests of all Indians and all Inuit in and to the Territory, whatever they may be.

3. The first paragraph of paragraph 25.1.16 of Section 25 of the Agreement is amended by replacing the said first paragraph by the following:

The Inuit of Québec shall receive from Canada for the Inuit of Port Burwell an additional sum of forty-four per cent (44%) of the sum arrived at by multiplying one hundred and fifty million dollars (\$150,000,000) by the fraction obtained by dividing eighty-five (85) by the aggregate number of persons eligible under paragraphs 3.2.1 a) and 3.2.4.

4. The present amendments shall take effect retroactively from November 11, 1975.
5. The present Complementary Agreement NO. 2 shall come into force when the decree and the proclamation contemplated in the laws of Canada (S. C. 1976, c. 32) and Québec (L. Q. 1976, c. 46) approving, giving effect to and declaring valid the Agreement are both in force.

CONVENTION DE LA BAIE JAMES ET DU NORD QUÉBÉCOIS
JAMES BAY AND NORTHERN QUÉBEC AGREEMENT

SIGNATAIRES

* * *

SIGNATORIES

CONVENTION COMPLÉMENTAIRE N°2
COMPLEMENTARY AGREEMENT NO 2

SIGNÉE À QUÉBEC, LE 31 JANVIER 1978

SIGNED AT QUÉBEC, JANUARY 31, 1978

For the Grand Council of the Crees (of Québec)

[Handwritten signature]

Robert Kurat

Fred S. Ketchum

[Handwritten signature]

Chief Philip Awashish

Chief Peter Gault

Chief James Blackwell

Chief Henry Joffe

Chief Joseph Sam Alkiman

For the Northern Québec Inuit Association

[Handwritten signature]

M. Suiion

Pour le gouvernement du Québec

Claude Morin

Claude Morin, ministre des Affaires intergouvernementales

Yves Bérubé

Yves Bérubé, ministre de Richesses naturelles

Pour la Société d'énergie de la Baie James

Robert A. Boyd

Robert A. Boyd, Président

Pour la Société de développement de la Baie James

Charles Boulva

Charles Boulva, Président

Pour la Commission hydroélectrique de Québec (Hydro-Québec)

Robert A. Boyd

Robert A. Boyd, Président

Pour le gouvernement du Canada

J. Hugh Faulkner

J. Hugh Faulkner, ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien